

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

INFORMATIONS OUVRIÈRES

n° 655
semaine du
20 au 26 mai 2021

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES
HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT **POI**

Site : infos-ouvrieres.fr / mail : informations-ouvrieres@fr.oleane.com



Après la «marche citoyenne» des syndicats de policiers le 19 mai, interview de Jean-Luc Mélenchon (LFI)

« Notre rôle est de résister à cette dérive »

Le 19 mai, les syndicats de policiers, Alliance, Alternative Police, Unité SGP FO Police, UNSA Police, Synergie, CFDT ministère de l'Intérieur... ont organisé une «marche citoyenne» en direction de l'Assemblée nationale. Une marche «citoyenne» sans la moindre revendication syndicale. Une «marche» contre qui? Pour obtenir quoi?

Le déroulement des événements a donné de premiers éléments de réponses.

Étaient présents dans ce qu'il faut bien appeler une initiative politique : le ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin, LREM, le MODEM, le Rassemblement National et Jordan Bardella, son vice-président, Les Républicains, de nombreux élus PS et Olivier Faure, Premier secrétaire de ce parti, Fabien Roussel, secrétaire national du PCF, Yannick Jadot d'EELV...

Toutes les confédérations syndicales y étaient représentées.

La France Insoumise, ses députés à l'Assemblée nationale, ont refusé de s'y joindre.

Le POI a estimé important d'en demander les raisons à Jean-Luc Mélenchon, qui a bien voulu répondre aux questions d'*Informations ouvrières*, tribune libre de la lutte des classes, hebdomadaire du POI.

Nous publions ici cet entretien.

Le groupe parlementaire LFI a refusé de participer à la manif des policiers. Peux-tu nous dire pourquoi?

● **Jean-Luc Mélenchon** : Parce que nous n'étions pas d'accord avec ses mots d'ordre. Nous les avons d'emblée reçus comme des revendications d'extrême droite anti-républicaines. Les syndicats policiers à l'origine de ce rassemblement sont comptables d'un lourd passif. Ces dernières années, ils ont menacé ouvertement des partis politiques, notamment en manifestant devant le siège de La France insoumise, mais également des juges et de Radio France.

Nous n'oublions pas que, depuis trois ans, trente-deux personnes ont été éborgnées, cinq mains ont été arrachées, et pas un tireur n'a été condamné. Que demandaient-ils dans cette manifestation? Leurs intentions ne sont pas cachées. Ils veulent des peines automatiques pour les crimes commis contre des policiers.

C'est-à-dire la fin d'un principe au fondement de la justice républicaine : l'individualisation des peines. C'était donc une manifestation pour faire pression sur l'autorité judiciaire.

Le secrétaire général d'Alliance en est d'ailleurs passé directement aux menaces. A la tribune, il a déclaré devant le ministre

de l'Intérieur, des élus de droite et d'extrême droite, mais aussi le premier secrétaire du Parti socialiste, la maire de Paris et un candidat EELV à la présidentielle : « *Le problème de la police, c'est la justice. La justice doit rendre des comptes.* »

De son côté, le secrétaire départemental de FO SGP Police, François Bersani affirme : « *Si cette mobilisation s'avère très forte, les digues céderont, c'est-à-dire les contraintes de la Constitution et de la loi.* »

Ces déclarations suffisent à disqualifier la manifestation comme factieuse. Quel autre

mot utiliser pour qualifier des policiers qui viennent faire pression sur le pouvoir législatif pour obtenir des tribunaux à leur main?

L'attitude de certains qui, à gauche, ont accepté les injonctions des syndicats factieux de la police est consternante. Ainsi d'Olivier Faure, qui a osé proposer un « droit de regard » des policiers dans l'application des peines. Le Parti socialiste a vraiment perdu toute boussole.

D'autres ont prétendu que c'était uniquement un hommage pour les policiers morts assassinés. Bien sûr, avec ceux-là et leur famille, nous sympathisons. Mais nous sommes aussi en pointe pour dénoncer le scandale des 733 travailleurs, dans tous les



DR

secteurs, qui meurent sur leur poste de travail en une année.

Nous pointons aussi le fait suivant : l'an dernier, il y a eu quatre fois plus de policiers décédés après un suicide que morts en opération. Quand le pouvoir se décidera-t-il à se préoccuper de ce problème? Et les syndicats? Lequel a soutenu la proposition de commission d'enquête sur ce sujet des députés insoumis Alexis Corbière et Ugo Bernalicis?

Nous avons nos propositions pour la refonte républicaine de la police, comme le rétablissement du Code de déontologie de 1986 ou le passage à une doctrine de la désescalade.

Ensuite, bien sûr, il faut mettre des moyens, mais pas n'importe où! Nous en avons besoin pour les brigades de police judiciaire spécialisées dans les enquêtes sur

les trafics d'armes, d'êtres humains ou la délinquance financière.

Les revendications matérielles étaient absentes de la manifestation.

La surenchère sécuritaire où les syndicats policiers veulent nous entraîner est dangereuse pour le caractère démocratique de notre société. Notre rôle est de résister à cette dérive.

Propos recueillis par
Daniel SHAPIRA
et Yan LEGOFF ■